



## Le débat Royal-Sarkozy a tourné au duel

Les deux candidats se sont vivement affrontés sur les 35 heures, les retraites, la politique énergétique et la Turquie

### Deux France

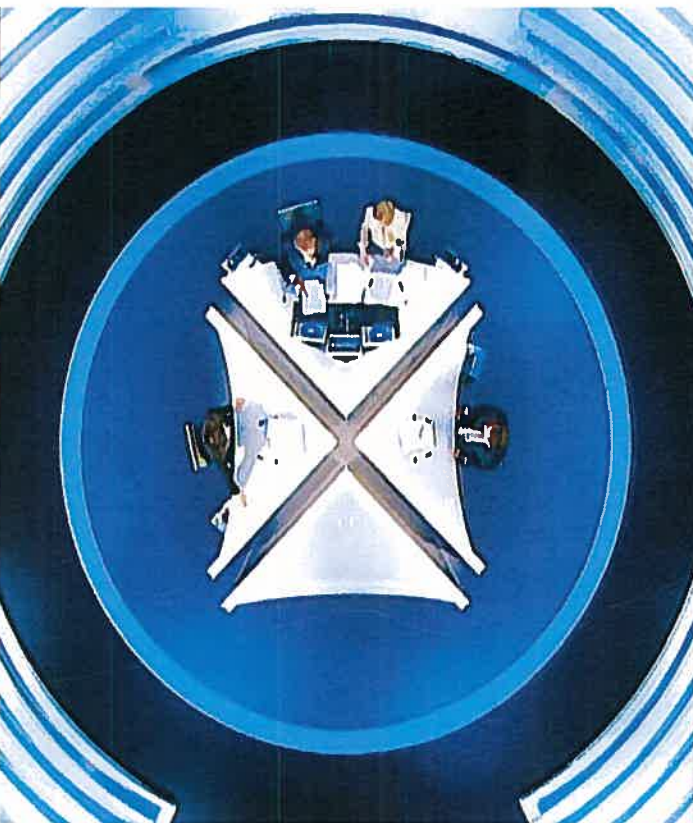
Il n'est un secret pour personne que Nicolas Sarkozy aborde le second tour de l'élection présidentielle en position de force. Les sondages le donnent invariablement vainqueur, et le face-à-face télévisé tant attendu n'a pas été de nature à renverser, à lui seul, le cours de la campagne. La

tentation peut être grande, dans ces conditions, de se projeter au-delà, de considérer que nous sommes déjà entrés dans l'ère Sarkozy. Au contraire, l'importance de l'enjeu - l'amorce d'une phase nouvelle de notre histoire politique, le choix d'un modèle de société - incite à réaffirmer que chaque voix compte. Les sondages ne sont pas l'élection. Et celle-ci, quel qu'en soit le résultat, crée à son tour un rapport de forces dans le pays qui influencera l'attitude de l'heureux(se) élu(e) dans son mode de gouvernement comme dans son appréhension de la diversité des aspirations de la société française.

De ce point de vue - et même si le duel télévisé, beaucoup trop technique et manquant d'ampleur, ne l'a pas fait apparaître avec suffisamment de clarté et l'a même, à certains égards, masqué -, il y a bel et bien en présence deux France, deux visions de la société. Elles étaient parfaitement visibles lors des deux grands meetings parisiens des candidats : le public de Bercy montrait une société homogène ; celui de Charléty une société plus diverse, plus colorée. Dans le premier cas, beaucoup d'inclus ; dans le second, beaucoup d'aspirants à l'intégration, de candidats à intégrer cette classe moyenne dont le sort reste une des clés de l'avenir.

La mondialisation, on le sait, si elle donne du travail à des centaines de millions d'êtres humains, comporte un risque : la distribution des bénéfices n'est pas égale. Entre les pays. Mais aussi au sein même de chaque pays, en brisant les équilibres sociaux, en remettant en route la machine à inégalités qu'un demi-siècle d'Etat-providence avait inversée.

J.-M.C.  
Lire la suite page 2



Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy lors du débat télévisé du 2 mai. PHOTOS : ERIC BAUDET/FEDEPHOTO ; REUTERS : ERIC BAUDET/FEDEPHOTO

■ **Deux heures quarante de débat.** Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy se sont affrontés mercredi soir dans un vif débat télévisé qui a réuni plus de 20 millions de téléspectateurs. Face à une candidate du PS pugnace, n'hésitant pas à bousculer l'ordre des thèmes proposés par les journalistes, le candidat de l'UMP a affiché le plus souvent sa sérénité. Les plus grandes divergences ont porté sur la politique économique et sociale - les 35 heures, les retraites, les méthodes de lutte contre la dette -, et aussi sur l'éducation et la politique familiale. Le sort réservé aux enfants handicapés dans les écoles a été l'occasion d'une passe d'armes spectaculaire, M<sup>me</sup> Royal accusant son adversaire d'« immoralité politique ». **Page 8**

■ **Eclairages.** Nous revenons sur les principaux points qui ont suscité les plus vifs affrontements entre les deux candidats, des 35 heures à la durée de cotisation pour les retraites, des méthodes de réduction de la dette à l'évolution des effectifs de la fonction publique, en passant par la scolarisation des enfants handicapés ou le dossier sensible du nucléaire civil. Nos expertises montrent que, sur ces différents sujets, les candidats ont commis un certain nombre d'erreurs. Ainsi sur la part du nucléaire dans la production électrique française, qui n'est ni de 17 %, comme l'a dit M<sup>me</sup> Royal, ni de 50 %, comme l'a dit M. Sarkozy, mais de 78,5 %. Le candidat de l'UMP a en outre exagéré le coût des 35 heures. **Pages 8 à 12**

■ **Les réactions des états-majors.** « Ce débat, c'est Nicolas Sarkozy qui l'a gagné », a commenté la porte-parole de l'UMP, Valérie Pécresse. Parce que tout le monde pensait qu'il allait s'énervier. Parce que toute la campagne du PS a été fondée sur son caractère et sur le fait qu'il devait faire peur ». Côté socialiste, on se félicitait de la prestation de M<sup>me</sup> Royal. « Sarkozy a été obligé d'aller au combat, il a été moins chef qu'elle », notait le conseiller de la candidate Julien Dray. A l'issue du débat, François Bayrou a reconnu que Ségolène Royal « s'en [était] plutôt bien sortie ». Le candidat centriste a assuré qu'il ne ferait « probablement pas » de déclaration avant le second tour, précisant : « Je ne voterai pas pour Sarkozy ». **Pages 10 et 11**

■ **Texte.** Le Monde consacre huit pages spéciales au compte rendu du débat entre M<sup>me</sup> Royal et M. Sarkozy. On y retrouvera leurs échanges au sujet de la délinquance, de l'économie, de l'emploi, des 35 heures, du nombre de fonctionnaires, de la santé et du logement. La discussion s'est prolongée sur la question des retraites. Après avoir traité des impôts, les deux protagonistes se sont opposés à propos de l'environnement et de l'avenir des centrales nucléaires. L'enseignement a été un autre thème de discussion passionnée. Le débat a porté aussi sur la relance de la construction européenne, sur l'admission ou non de la Turquie dans l'UE et sur la politique à mener vis-à-vis de la Chine. **Pages 15 à 22**

## Mort du juge Borrel : l'Elysée a empêché une perquisition

Perquisition de l'Elysée : 2 méthodes :



Deux juges d'instruction ont vainement tenté de perquisitionner à l'Elysée, mercredi 2 mai, dans le cadre de l'affaire Borrel, ce magistrat mort à Djibouti en 1995. L'Elysée a invoqué le nouvel article 67 de la Constitution sur l'irresponsabilité pénale du chef de l'Etat pour refuser la perquisition qui visait sa cellule africaine. Les juges essaient de déterminer si l'exécutif a exercé

des « pressions sur la justice » dans l'enquête sur la mort du magistrat. Les syndicats de magistrats dénoncent « une entrave à la justice », tout comme Jean-Marc Ayrault, président du groupe PS à l'Assemblée. Les juristes se divisent sur l'interprétation de l'article 67 : s'applique-t-il au seul président ou également à ses collaborateurs ? ■  
Lire page 14

### PAGE TROIS

## Italie : « ciao » au communisme

Les héritiers du Parti communiste italien, jadis le plus fort d'Occident, ont décidé de fusionner avec les démocrates-chrétiens. Par ce surprenant « compromis historique » - refusé par une minorité de militants -, la gauche italienne opte pour le réformisme. Elle espère aussi éviter la reconstitution d'un centre autonome. Au même moment, les communistes français, qui ont choisi la fidélité à leur histoire, sont laminés dans les urnes.

### Israël

## La pression monte sur Olmert

Critiqué par la commission d'enquête Winograd pour sa mauvaise préparation de la guerre au Liban en 2006, le premier ministre Ehoud Olmert est désormais ouvertement défié dans son propre parti, Kadima. La ministre des affaires étrangères, Tzipi Livni, réclame sa démission et se pose en successeur. **Page 5**

### Bourse

## Le CAC 40 a dépassé 6 000 points

Dans le sillage de Wall Street, l'indice des principales valeurs de la Bourse de Paris a dépassé pour la première fois depuis six ans les 6 000 points, preuve que l'élection présidentielle n'inquiète pas les milieux boursiers. Cette ascension de la cote ne correspond pas aux performances de l'économie nationale, mais à celles de l'économie mondiale. Explications de l'économiste Patrick Artus. **Page 23**

Espace Topper,  
le confort est à son aise

Steiner, Duvivier, Burov, Bournas,  
Jean Roche, Collins & Hayes,  
Stressless®...

Canapés, canapés-lits, fauteuils club  
fauteuils de relaxation, literie suisse...



Espace Topper,  
les vrais prix du grand  
confort sur 6 niveaux  
d'exposition

63 rue de la Convention Paris 15<sup>e</sup>  
01 45 77 80 40, M<sup>o</sup> Boucicaut,  
parking gratuit.  
Ouvert le dimanche (14h-19h)

www.topper.fr



## Editorial

## Un débat sans avenir

Large vainqueur du premier tour et favori des sondages pour le second, il devait rester calme et serein, refaire étalage de sa maîtrise des dossiers, convaincre qu'il n'est pas le candidat « voyou » que ses adversaires se plaisent à diaboliser. Durant les deux longues heures du débat très attendu de cet entre-deux-tours, mercredi 2 mai, Nicolas Sarkozy a tenu la posture presque jusqu'au contre-emploi, déroulant calmement son programme, respectueux jusqu'à la suavité et souriant sans efforts trop marqués.

Nettement distancée au soir du 22 avril, elle devait jouer le tout pour le tout pour espérer renverser la tendance, être donc offensive, pugnace et percutante, convaincre que le procès en incompétence qui lui est fait est infondé et démontrer, selon sa formule, qu'elle n'est pas une « faible femme ». Mâchoires serrées et poings fermés, Ségolène Royal s'y est employée avec énergie, bousculant à dessein le bel ordonnancement prévu du débat, imposant le tempo, bataillant et bousculant jusqu'à sa « saine colère » contre « l'immoralité politique » de son adversaire.

Chacun a donc tenu sa partition, plus démonstrative pour le candidat de l'UMP, plus incantatoire pour la candidate socialiste, volontariste dans les deux cas. Et, tant bien que mal, chacun a dessiné ce que serait le sens de son action, s'il est élu le 6 mai. Un conservatisme compassionnel à l'américaine pour le premier, une social-démocratie réaliste à l'européenne pour la seconde.

Gageons cependant que ce débat n'aura pas apporté aux Français les réponses aux questions soulevées par une campagne pourtant riche. C'est même le contraire. Car cette confrontation souvent confuse, trop technique et presque exclusivement consacrée aux problèmes économiques et sociaux n'a permis ni à l'une, ni à l'autre de prendre la hauteur que devrait imposer la fonction présidentielle. De l'avenir de la société française, du modèle républicain d'intégration, de « l'identité nationale », de la poudrière des banlieues, du désarroi des classes moyennes, de l'impasse où se trouve la justice de notre pays, de la culture, de la conception d'un humanisme contemporain partagé entre liberté individuelle et déterminisme génétique, des turbulences de la planète, de l'affrontement des religions, de tout cela pas un mot n'aura été dit.

Ségolène Royal n'a pas osé entraîner son concurrent sur ces terrains où elle aurait pu trouver son avantage. Nicolas Sarkozy, trop soucieux d'éviter les controverses risquées, s'est bien gardé de s'y engager. Les électeurs étaient en droit d'attendre, sur ces sujets, la vision de chacun et des réponses qui donnent du sens à l'avenir. C'était l'occasion ou jamais. Cela n'a pas été le cas. C'est regrettable. ■

## Deux France

SUIITE DE LA PREMIÈRE PAGE

La question posée dans toutes nos sociétés développées est donc celle de la classe moyenne qui, hier, voyait ses revenus grossir avec l'âge et était assurée que ses enfants auraient une vie meilleure, et qui voit aujourd'hui sa feuille de paie bloquée et ses enfants passer de stage en stage malgré les sacrifices faits pour leur éducation. L'ascenseur social est en panne non seulement pour ceux qui sont au bas de l'échelle, mais pour une partie toujours croissante de cette classe moyenne.

Malgré une lisibilité insuffisante, le projet de Ségolène Royal est tout entier centré sur cette problématique. Et c'est avec raison qu'elle fait de la refonte du dialogue social la clé du retour de la confiance. Les relations de méfiance, en France, entre les entreprises, l'Etat et les salariés ont non seulement un coût, mais sont aussi un obstacle au retour de la croissance. La crise de la valeur travail, selon Ségolène Royal, n'est pas celle du désir individuel de travailler, mais celle de la capacité à travailler ensemble. Son dispositif tend tout entier à remettre en confiance les classes moyennes, à leur redonner une mobilité qui fait défaut, en même temps que la réassurance que donne, à celles-ci, des services publics puissants et modernisés.

Nicolas Sarkozy, au fond, a une vision plus « américaine », en ce sens que les dispositifs qu'il imagine (notamment fiscaux : le bouclier fiscal à 50 % n'est jamais qu'une façon d'élimi-

ner de fait l'ISF) favorisent le haut de la pyramide sociale. Ses accents industrialistes, mais aussi protectionnistes, lui permettent, dans le même temps, d'être entendu des milieux ouvriers. Il défend donc le haut et le bas de la société, au nom d'une vision qui évoque le « conservatisme compassionnel » des conservateurs américains : il faut encourager les « riches » à investir, de façon à redonner du travail au plus grand nombre.

Ce sont là deux modèles – encore qu'à les écouter il n'y en aurait plus qu'un seul : la social-démocratie du nord de l'Europe ! – parfaitement cohérents et défendables. D'autant plus qu'ils ont en commun de vouloir réformer le pays. A ceci près que l'addition des propositions concrètes de Nicolas Sarkozy (une certaine idée de la fiscalité, des déductions diverses, notamment pour faire une France de propriétaires, des primes pour les heures supplémentaires) peut être source de nouvelles inégalités et aboutit à favoriser les plus favorisés. Au reste, le vote des beaux quartiers (comme, à l'inverse, celui des cités en faveur de M<sup>me</sup> Royal) montre que l'opinion a parfaitement compris le message.

Ce qui gêne, chez M. Sarkozy, outre un renvoi classique à la vieille lutte des classes, c'est aussi une conception revancharde de l'histoire. Avoir centré sa campagne d'entre-deux-tours sur la dénonciation de l'héritage de Mai 68 est le signe clair d'une volonté de revanche idéologique. Ce qui embarrasse, c'est cette façon d'opposer les « travailleurs » aux « tricheurs », ceux qui se lèvent tôt aux paresseux, comme s'il lui fallait toujours être à la recherche d'un enne-

mi. Bref, une conception qui antagonise ; et qui, à l'inverse, rend crédible la démarche de M<sup>me</sup> Royal, laquelle refuse précisément cette dichotomie.

N'est pas non plus raisonnable la marche arrière que M. Sarkozy nous promet dès qu'il parle de renforcer l'arsenal législatif répressif (déjà largement pourvu) en mettant en cause, par des peines planchers et le recours à l'automatisme des peines, l'un des principes mêmes d'une justice républicaine qu'est l'individualisation de la peine, et l'idée que l'appareil répressif vise aussi à réinsérer. Enfin, la qualité de la relation que Nicolas Sarkozy entretient avec Martin Bouygues, Arnaud Lagardère ou Serge Dassault est la marque d'une puissance potentielle dans les médias qui appelle une vigilance de tous les instants.

Pourtant, le président de l'UMP a de bonnes chances de devenir le président du pays. Pour trois raisons : en premier lieu parce qu'il a largement réussi son

OPA sur les électeurs du FN, ambition voulue, assumée et annoncée depuis 2002 et constamment réaffirmée depuis comme un objectif politique décisif pour la droite ; en deuxième lieu parce qu'il a su mobiliser sur l'adhésion à son programme, sa capacité à le mettre en œuvre et à engager rapidement des réformes, contrairement à Ségolène Royal, dont le vote est pour une bonne part un vote défensif, de protection ; enfin, cette adhésion forte est le fruit du travail de refondation de la droite, engagé méthodiquement depuis cinq ans et plus encore depuis la prise de l'UMP par M. Sarkozy. Il en est résulté un projet discutable, contestable ou irrecevable, certes, mais cohérent et maîtrisé. C'est sa force et une bonne part de son pouvoir de conviction. Et c'est pourquoi il était absurde de le diaboliser.

Al'inverse, le PS n'a pas su engager un travail de refondation comparable. C'est la faiblesse majeure qui a affecté la campagne de M<sup>me</sup> Royal, dont on a pu apercevoir à la télévision qu'elle est, par sa force de caractère, armée pour tous les combats. Elle a eu l'intuition de devoir bousculer l'ordre socialiste, mais elle n'a pu le faire que de façon parcellaire, expérimentale ou improvisée, faute d'un socle solide de réflexion collective préalable, mûrie puis métabolisée par la candidate. Il n'y a pas, dans l'arsenal qu'elle présente, de mesures-phares comparables, par leur effet, à ce que furent pour Lionel Jospin version 1997 les 35 heures ou les emplois-jeunes. Et, chemin faisant, les socialistes n'ont pas aperçu que l'idée même que les Français se font du « changement » a... changé ! C'est ce que Nicolas Sarkozy a pu récupérer (et masquer) avec son discours sur la valeur travail.

Il faut donc d'urgence, pour la clarté et la dynamique du débat démocratique, renouveler la pensée de la gauche. La mondialisation reste vécue comme une menace et diabolisée comme la cause de tous nos maux ; seule la face négative de cette révolution planétaire est prise en compte et dénoncée. La gauche réformatrice doit repenser de façon moderne le changement social. Elle doit sortir de l'impasse idéologique dans laquelle elle s'est trop longtemps enfermée. C'est pour elle la seule manière de retrouver sa vocation historique : incarner le mouvement, le changement et l'espérance, l'optimisme sur l'avenir.

Ségolène Royal a esquissé un « désir » de changement, tracé une perspective. Sa défaite, surtout si elle était lourde, plongerait inévitablement le PS dans les règlements de comptes, le retour en force de tous les archaïsmes et de toutes les utopies négatives. Sa victoire lui donnerait l'autorité pour engager ce travail de réinvention indispensable. C'est un pari. Pour le pays, il mérite d'être tenté. ■

J.-M.C.

## Asie Mineure par Pessin



## Les candidats à l'écoute de leurs voisins européens

La question européenne n'a pas été absente de la campagne présidentielle, mais il est vrai qu'elle n'a pas été au centre des débats. Les trois principaux compétiteurs avaient fait campagne pour le oui au référendum de mai 2005. Rien ne les opposait vraiment sur le fond. La seule différence visible a porté sur le choix de recourir, ou non, à un nouveau référendum pour faire ratifier le futur traité appelé à se substituer au projet de Constitution.

Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il choisirait la voie parlementaire, Ségolène Royal et François Bayrou ont affirmé leur préférence pour une consultation populaire. On ne peut pas dire que cette divergence ait donné lieu à beaucoup de controverses. La relance de la construction européenne a été largement mise entre parenthèses par les grands candidats, sans que les électeurs ne s'en émeuvent, comme l'a montré l'échec de la gauche antilibérale, qui s'était fortement mobilisée pour le non il y a deux ans.

En revanche, il est remarquable que les trois postulants se soient si souvent référés non pas à l'Union européenne en tant que telle, mais aux partenaires européens de la France, pour vanter certaines de leurs réalisations et les citer comme des exemples à suivre. Tout s'est passé comme si l'entreprise communautaire avait habitué les hommes politiques français à regarder au-delà

des frontières de leur pays et à reprendre à leur compte, le cas échéant, les solutions adoptées par leurs voisins. On est encore loin de l'espace public européen auquel aspirent nombre de partisans de l'Europe unie, mais on est déjà entré dans un système de relations marqué par un effort de connaissance mutuelle et d'attention partagée. Chacun a compris que, par-delà le modèle français, les expériences étrangères peuvent aussi quelquefois servir de leçons.

« Qui peut envisager de diriger la France sans connaître les dirigeants de l'Europe ? », a déclaré

## Chronique

## Europe Thomas Ferenczi

Nicolas Sarkozy en mettant soigneusement en scène ses rencontres successives avec Tony Blair et Angela Merkel. L'ancien ministre de l'intérieur a appris à connaître quelques-uns de ses collègues européens non à Bruxelles, où on ne l'a guère vu, mais dans les réunions rassemblant ses homologues des grands pays de l'Union. Au-delà des personnes, il s'est intéressé aux politiques. « Le plein emploi, c'est possible, a-t-il lancé à Lille le 28 mars. D'autres pays l'ont fait. » Ces pays, a-t-il expliqué

ensuite, ce sont la Suède, l'Irlande, le Danemark et la Grande-Bretagne tandis que l'Espagne a divisé par deux son taux de chômage.

Ségolène Royal a fait scandale dans son propre parti en trouvant quelques vertus à Tony Blair. Elle a plusieurs fois évoqué les pays scandinaves, appelant à moderniser « comme l'ont fait les pays du nord de l'Europe ». Elle a repris la même antienne au lendemain du premier tour. « Je crois, moi, a-t-elle dit, qu'il est possible, comme dans les démocraties du nord de l'Europe, de concilier la sécurité des salariés (...) et en même temps la compétitivité et la performance des entreprises. » Elle a regardé aussi vers le Sud, accueillant à Toulouse, le 20 avril, l'Espagnol José Luis Zapatero, « chef d'un gouvernement inventif et profondément réformateur », ou se réclamant de Romano Prodi qui, en Italie, a su unir le centre et la gauche.

Quant à François Bayrou, il n'a cessé d'invoquer la « grande coalition » à l'allemand pour justifier sa volonté de dépasser les clivages entre la droite et la gauche en France. Il a souligné également que tous les membres du gouvernement allemand ont eu une carrière professionnelle d'une dizaine d'années avant d'exercer une responsabilité publique. Pour la nouvelle génération des dirigeants politiques français, l'Europe existe au moins comme un vaste réservoir de bonnes pratiques dont chaque pays est invité à s'inspirer. ■

Société éditrice du Monde SA  
Président du directoire : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani  
Pierre Jeantet, directeur général  
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain  
Directeur général adjoint chargé de la presse régionale :  
Noël-Jean Bergeroux  
Directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directeur délégué : Eric Fottorino,  
directeur général délégué : Patrick Collard  
Directeur de la rédaction : Eric Fottorino  
Directeur éditorial : Gérard Courtois  
Rédacteurs en chef : Alain Frachon (Le Monde 2), Sophie Gherardi,  
Laurent Greilsamer, Patrick Jarreau, Michel Kajman,  
et Franck Nouchi (« Le Monde des livres »)  
Responsable de la conception : Eric Azan  
Directeur artistique : Quentin Leeds ; chef d'édition : Françoise Tovo  
Délégué général : Olivier Biffaud, secrétaire général : Jean-Pierre Giovenco  
Médiatrice : Véronique Maurus  
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président,  
Jean-Michel Dumay, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet  
(1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991),  
Jacques Lesourne (1991-1994)  
Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde SA  
Durée de la société : quatre-vingt-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social :  
149 017 497 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés,  
Société des rédacteurs du Monde, Société des cadres du Monde, Société des employés du Monde,  
Société des personnels du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Société des  
personnels du groupe des publications de la Vie catholique, Association Hubert-Beuve-Méry, Société  
des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde  
Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Investimonde.  
Rédaction : 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13  
Tél. : 01-57-28-20-00 ; télex : 20280GF ; télécopieur : 01-57-28-21-21  
Courrier des lecteurs : par télécopie : 01-57-28-21-74 ;  
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr  
Médiatrice : mediateur@lemonde.fr  
Abonnements : Par téléphone : de France 0-825-000-778 (0,15 TTC/min) ;  
de l'étranger : (33) 3-44-31-80-48. Sur Internet : www.lemonde.fr/abonjournal/  
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 TTC/min)  
Tarif 1 an : France métropolitaine : 374 €  
Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; finances :  
http://finance.lemonde.fr  
Emploi : www.talents.fr ; immobilier : http://imm.lemonde.fr  
Télématique : 3615 lemonde. Documentation : http://archives.lemonde.fr  
Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40  
« Le Monde » sur microfilms : 03-88-04-28-60

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde (SA). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0707 C 8197 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde  
12, rue Maurice-Gunschoung  
94852 Ivry cedex



Président : Patrick Collard  
Directeur général : Stéphane Corre  
80, bd Auguste-Blanqui  
75707 PARIS CEDEX 13  
Tél. : 01-57-28-20-00 - Fax : 01-57-28-20-26



PRINTED IN FRANCE